

## La petite mort des Républicains



De nombreux commentateurs soulignent l'absence de véritable chance de succès du parti Les Républicains aux présidentielles de 2022. Toutefois, Les Républicains se positionnent très bien dans les sondages concernant les élections municipales.

Avec Christophe  
Boutin

### **Atlantico.fr : N'y a-t-il pas un risque de voir Les Républicains devenir un parti politique local, à l'instar du parti communiste ou du parti socialiste, sans force nationale ?**

**Christophe Boutin :** Il n'y a pas de parti politique local qui ne se pense pas un destin national... et inversement. On le voit bien d'ailleurs au travers de l'intérêt clairement manifesté depuis maintenant quelques temps par LaREM pour ces élections municipales de l'année prochaine, et son ambition de conquérir une véritable légitimité locale, et ce alors qu'elle dispose on le sait d'une majorité à l'Assemblée nationale.

La comparaison que vous faites avec le parti communiste est intéressante. Il a en effet lentement mais sûrement disparu de l'espace national entre 1981 et nos jours pour des raisons multiples. L'une d'entre elles est qu'une part non négligeable de son électorat ouvrier s'est peu à peu reporté sur un Front puis Rassemblement national dont il a estimé qu'il était plus en phase avec ses attentes protectionnistes, hostiles tant au mondialisme financier qu'à celui des migrations. Par ailleurs, sur les nouveaux axes, libertaire et multiculturaliste sinon indigéniste, le Parti communiste a du faire face à la concurrence de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et des écologistes.

Cette perte de son électorat a fragilisé le parti au point de conduire ses anciens alliés comme les forces émergentes à ne plus lui sauver la mise aux élections. En effet, un peu comme L'Humanité dont, en sus des subventions, on efface régulièrement les dettes pour qu'elle continue à exister, les alliés du PC lui réservaient des circonscriptions gagnables – tandis qu'ils abaissaient le nombre d'élus nécessaire à la formation d'un groupe parlementaire pour qu'il continue à bénéficier des avantages du sien. Ces temps une fois révolus, le parti a lentement sombré au niveau national. Reste au niveau municipal un ancrage local traditionnel, mais qui va lui aussi en s'estompant largement dans nombre de ses anciens bastions - et Édouard Philippe, ancien maire du Havre, est bien placé pour le savoir – avec, quelquefois, des sursauts autour de personnalités particulières.

Décalage entre le discours des dirigeants et les attentes de l'électorat, partis concurrents aptes à recueillir les déçus, absence d'alliances réservant des circonscriptions garanties, effacement des grandes figures nationales, maintien de quelques personnalités bien perçues au niveau local, on peut se demander jusqu'où ira, dans les urnes, la comparaison entre le PC et LR...

### **Comment expliquer ce décalage entre le succès local et les chances aux présidentielles des Républicains ?**

---

Il faut ici se poser la question des éléments qui sont importants actuellement dans les élections, parmi, lesquels on trouve la demande de personnalisation et la vague de « démagisme ».

On peut relever cette personnalisation de la politique à la fois lors de l'élection présidentielle, cette fameuse « rencontre d'un homme et d'un peuple », mais aussi lors des élections municipales, car dans nos 36.000 communes ou presque la personnalité du maire joue un rôle particulièrement important. Nous sommes ici dans des types d'élections assez différents de celles faites au scrutin de liste, comme par exemple les élections européennes ou régionales.

Mais puisqu'il y a personnalisation, encore faut-il qu'il y ait des personnalités, et lorsque l'on évoque les difficultés que pourrait rencontrer le parti des Républicains lors des prochaines présidentielles, c'est évidemment là que le bât blesse, puisque François Jacob, qui vient d'être élu à la tête du parti, a annoncé qu'il ne serait pas son candidat en 2022. Ce qui devrait être déjà, plus ou moins, une « écurie présidentielle », n'est donc toujours qu'un parti, et, qui plus est, un parti qui peine à définir sa doctrine comme à fédérer les personnalités dissemblables qui y cohabitent, un parti dont on a l'impression qu'il tente seulement, péniblement, d'enrayer la fuite de son électorat mais aussi d'une partie de ses cadres, vers LaREM, vers des structures positionnées entre LR et le RN, ou enfin directement au RN. Tant qu'il n'y aura pas de leader clairement déterminé, tant qu'il n'aura pas établi un programme cohérent, LR peinera à bénéficier d'un nouvel élan, ce que traduisent les sondages qui envisagent les présidentielles (avec, évidemment, la limite de tels sondages faits en 2019 pour 2022 !!!).

L'autre élément qui peut jouer en 2022 est ce qu'on peut appeler la vague de « démagisme » qui a joué en 2017 en faveur d'Emmanuel Macron d'abord, puis la même année, dans le sillage de l'élection présidentielle, pour faire élire des parlementaires LaREM qui étaient, soit des transfuges peu connus d'anciens partis politiques, soit des représentants de la trop fameuse « société civile » dont il faut bien dire qu'une part d'entre eux peinent encore à trouver leurs marques deux ans après leur élection. Mais si l'on se tourne maintenant vers les municipales, les sondages permettent de douter d'une telle volonté de « sortir les sortants ». On voit en effet des maires LR qui partent favoris, y compris dans des villes où l'on aurait pu croire à une possible dérive vers LaREM – et l'on peut citer ici l'exemple de la ville de Caen et de son maire, Joël Bruneau.

Ce qui semble jouer ici, c'est l'inquiétude des Français sur leur avenir, qui se traduit par leur volonté de stabiliser leur cercle d'appartenance local, et d'assurer un ordre public au sens le plus large, dont lequel le maire leur semble être un indispensable garant. Or le panachage de candidats issus « de la société civile » aux déclarations plus ou moins extravagantes et de petits apparatchiks locaux, seconds ou troisièmes couteaux des anciens partis, ne les convainc pas vraiment. Ils demanderont en fait trois choses aux maires sortants dont ils examineront le bilan pour les reconduire dans leurs fonctions : s'être réellement investis dans la politique de leur ville, avoir été présents ; avoir fait preuve de réalisme pour un bien commun qui n'a que faire des délires idéologiques ; enfin, et peut-être plus que le reste, avoir mené une politique sécuritaire efficace.

### **Les Républicains ont une base forte dans la politique nationale, le Sénat. Est-il vraiment clé dans le rapport de force avec la majorité ?**

Effectivement le niveau local touche au niveau national au travers d'un Sénat dont on rappellera qu'il est élu par des grands électeurs et que ceux-ci sont en immense partie des élus locaux. Un Sénat qui est devenu actuellement, et Gérard Larcher le rappelait avec gourmandise à la télévision, le seul contre-pouvoir national – devenu, ou plutôt redevenu, car il l'était au début de la Ve République, lorsque son président, Gaston Monnerville, allait jusqu'à saisir le Conseil constitutionnel pour tenter de le lutter contre les choix politiques du général De Gaulle. En conservant un nombre important d'élus locaux – et même si l'on a conscience que, traditionnellement, les élections sénatoriales voient aussi intervenir des réseaux transpartisans -, les Républicains pourraient donc continuer à jouer, par l'intermédiaire de la Chambre haute, un rôle politique national qu'ils ne peuvent plus jouer à l'Assemblée nationale.